

Envisageons certains aspects de la vie quotidienne des Canadiens ordinaires qui sont les victimes innocentes de cette folie monétaire. Permettez-moi de parler tout d'abord des propriétaires de maisons. Il y a deux ans, on pouvait obtenir une hypothèque à 11 p. 100 au Canada. Le fait que le taux soit passé à 18.5 p. 100 et il va d'ailleurs augmenter à la suite de l'annonce d'aujourd'hui signifie une hausse de 65 p. 100 des versements mensuels. Cela signifie qu'une hypothèque de \$70,000 coûtera désormais \$1,052 par mois par rapport à \$673 antérieurement.

● (1530)

A l'heure actuelle, être propriétaire n'est possible que pour ceux qui gagnent au moins \$50,000 par an. En somme, pour la première fois dans ma vie d'adulte et pour la première fois depuis la grande Crise, 90 p. 100 des Canadiens ne peuvent se permettre d'acheter une maison. C'est sûrement la donnée statistique la plus voyante qui illustre le mieux la politique du gouvernement à l'endroit des taux d'intérêt. Le gouvernement se dit satisfait des statistiques démontrant que les mises en chantier ont augmenté dernièrement mais à quoi sert une politique de logement quand seulement 10 p. 100 des Canadiens peuvent se permettre d'avoir leur maison?

Et les agriculteurs? L'an dernier, dans ce secteur, les faillites ont augmenté de 78 p. 100 par rapport à l'année précédente. C'est-à-dire 1980 par rapport à 1979. Au cours des trois premiers mois de 1981, les faillites agricoles ont continué d'augmenter si bien qu'il y en a 70 p. 100 de plus que la même période l'an dernier. Et ce n'est que le sommet de l'iceberg. Ces chiffres ne comprennent pas les saisies, et les ventes que les agriculteurs ont été obligés de consentir.

Et les petites entreprises? L'incompréhension du gouvernement fédéral à l'endroit de la petite entreprise a des conséquences graves non seulement pour les exploitants eux-mêmes, mais pour la majorité des Canadiens parce que ce sont elles, non pas les grandes entreprises, qui emploient la majorité des travailleurs canadiens. Quand une petite entreprise fait faillite, il en est de même pour le simple travailleur en ce sens qu'il perd son emploi. Qu'il soit agriculteur, commerçant, propriétaire ou pêcheur, le problème de l'inflation est lié directement à la politique de taux d'intérêt élevés qui affecte la majorité des Canadiens.

Après avoir brièvement passé en revue les problèmes qui se posent aux Canadiens dans ces différents secteurs, je voudrais maintenant examiner la solution qu'offre le gouvernement à cette très grave situation. Comment réagit le gouvernement devant l'évidence? Les vœux pieux n'ont pas manqué. Mais son attitude se résume ainsi: d'abord, des taux d'intérêt élevés lui paraissent nécessaires pour ralentir l'inflation. Ensuite, le ministre des Finances et le premier ministre l'ont dit chacun à leur façon, l'ensemble des suggestions de l'opposition ne feraient qu'envenimer l'inflation au lieu de la freiner.

La semaine dernière, lors d'un débat sur un sujet semblable, j'ai signalé que les libéraux avaient déjà eu pour coutume de qualifier le gouvernement dirigé par les conservateurs de «gouvernement pour la forme». J'avais alors fait observer que les libéraux, compte tenu de leur attitude actuelle à l'égard des taux d'intérêt, offraient eux-mêmes aux Canadiens «un gouvernement pour la prime». Je voudrais vous expliquer précisément ce que j'entends par là en reprenant les deux arguments que les libéraux nous servent, à savoir, premièrement, qu'une politique

d'argent cher s'impose pour réduire l'inflation et, deuxièmement, que les propositions formulées par l'opposition auraient un effet contraire et attiseraient l'inflation. Or, c'est le contraire qui est vrai.

Un gouvernement tout comme un individu, adepte dans l'art de duper, applique précisément cette technique. Il aime bien dire blanc quand c'est noir ou vice-versa. Le ministre rejette un argument valable s'il émane de l'opposition, le préférant à un argument faux, simplement parce qu'il émane du gouvernement.

Qu'on me permette d'aborder le premier argument, soit que la politique d'argent cher permet de juguler l'inflation. Les preuves sont là. La réputation du gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher en Angleterre n'est plus à faire. Les réalisations de M. Carter, suivies de celles de son successeur à la Maison Blanche se passent de commentaires. Celles du parti conservateur à l'époque où il formait le gouvernement, suivies de celles des libéraux quand ces derniers ont repris les rênes du pouvoir, sont également éloquentes. Chaque fois que les taux d'intérêt augmentent, le taux d'inflation au lieu de diminuer, augmente au contraire. Le gouvernement du Canada finira bien par le comprendre. Il devrait abandonner cette théorie rigide et ossifiée, formulée il y a un certain temps déjà par M. Milton Friedman de l'Université de Chicago et qu'un trop grand nombre de gouvernements dans le monde occidental ont gobée tout d'un trait. Le gouvernement devrait se rendre enfin à l'évidence et délaisser les théories abstraites pour se pencher enfin sur les véritables problèmes du Canada.

Le deuxième point est que les propositions du NDP en elles-mêmes contribueraient au problème de l'inflation. Je tiens particulièrement à réfuter cette insinuation au cours de cet important débat de cet après-midi. Ce que nous avons surtout recommandé au sujet de la politique des taux d'intérêt est que le ministre des Finances et la Banque du Canada interviennent directement pour obliger les banques à ramener graduellement leurs taux d'intérêt au même niveau que l'inflation.

On a prétendu que cette mesure n'aurait que des inconvénients, qu'elle provoquerait inévitablement une fuite des capitaux et ne ferait qu'empirer la situation. Je prétends que la réduction des taux d'intérêt donnerait rapidement des résultats tangibles et positifs. Elle permettrait aux Canadiens de devenir propriétaires de leur maison et de le rester. Elle permettrait aux agriculteurs de continuer à exploiter leurs fermes au lieu d'être obligés de les vendre. Elle permettrait à tous ceux dont j'ai déjà parlé de faire face à la situation économique, et dans certains cas, comme celui des petites entreprises, non seulement de tenir le coup mais aussi de prendre de l'expansion. Ce serait là quelques-uns des résultats tangibles et bénéfiques pour l'économie et pour les gens qu'on pourrait obtenir en modifiant la politique des taux d'intérêt.

Permettez-moi d'examiner le seul effet négatif éventuel que le gouvernement a évoqué à maintes et maintes reprises à ce propos, c'est-à-dire le risque d'une fuite des capitaux. Mon parti a examiné cette question exactement comme les gouvernements de l'Europe de l'ouest l'ont fait dans le passé et comme deux différents gouvernements américains l'ont non seulement examinée mais aussi réglée il n'y a pas si longtemps. Si nécessaire, et j'insiste là-dessus, s'il y avait une fuite de capitaux qui suscite des difficultés, nous pourrions pour une